

Lettre aux Genevois

# Ma vérité sur mon geste aux manifestants

Joëlle Fiss Députée PLR  
Publié: 07.06.2024, 16h12





Abonnez-vous dès maintenant et profitez de la fonction de lecture audio.

S'abonner

Se connecter

[BotTalk](#)

## Genève, 6 juin

Chers Genevois,

Rien de plus, rien de moins. Simplement ma vérité.

Oui, je suis celle qui a fait un geste inélégant aux manifestants devant le Grand Conseil, le 30 mai. Je prends ma fonction d'élue très au sérieux et j'assume que je n'ai voulu offenser personne. Ce geste n'engage que moi. Personne d'autre.

Mais à ce moment précis, quand j'ai fait ce geste à la foule, je n'étais plus une politicienne, j'étais un être humain.

Un être humain qui a eu des flash-back, où dans le passé, on m'a physiquement agressée et accusée d'être une «génocidaire sioniste». C'était en 2001! Et les accusations se répètent encore aujourd'hui.

L'expérience d'alors m'avait perturbée. Je me suis mise à réfléchir sur la haine des foules, la liberté d'expression, le racisme et l'incitation à la haine. Cela m'a poussée à travailler sur les droits de l'homme. J'ai travaillé de nombreuses années pour défendre les droits des dissidents politiques, des minorités religieuses et des libres penseurs qui sont persécutés par des régimes islamiques s'opposant à la liberté de conscience. Très souvent, ces personnes courageuses sont de confession musulmane avec des opinions libérales et à contre-courant du discours officiel établi.

Voilà un peu sur moi. Et maintenant, j'aimerais donner ma perspective sur ce qui s'est passé ce jour-là, lors de la manifestation devant le Grand Conseil.

Contrairement à ce qu'on prétend, ce n'était pas un rassemblement pacifiste. On hurlait des slogans pleins de haine. Les manifestants ont repris des discours djihadistes du Hamas, appelant à destruction d'Israël. Pour être très claire, éliminer Israël, c'est un appel au génocide de 50% de la population juive mondiale.

Les manifestants ont insulté les élus genevois en les traitant «d'assassins d'enfants palestiniens». Quand on traite quelqu'un d'assassin, cela implique qu'au nom de la justice, on a le droit de le punir. On légitime la violence, et dans ce cas-ci, contre des députés.

Cette agressivité n'est pas de la liberté d'expression. En démocratie, on s'ex-

prime sans intimider son adversaire. C'est un principe élémentaire des droits de l'homme et figure dans toutes les conventions internationales (article 19, Pacte international relatif aux droits civils et politiques).

Aujourd'hui, une partie de la gauche a libéré la parole des islamistes à Genève, alors que des musulmans dans le monde entier se battent contre eux, pour défendre leurs droits et pour assurer la démocratie. Mais à Genève, la haine est devenue acceptable. Au nom des droits de l'homme, on justifie des idées d'extrémistes religieux. C'est le monde à l'envers.

Avant la manifestation, j'ai reçu des messages. On m'a taguée sur les réseaux sociaux, en me prévenant qu'on m'y attendait. Cette masse de gens prétendument pacifistes était prête à trouver un bouc émissaire. Et tout ceci dans un contexte où de nombreux Israélites à Genève subissent depuis des mois un harcèlement continu et une accusation persistante d'être complices de crimes de guerre.

Les policiers ont dû faire une barrière autour de moi pour empêcher les manifestants de me toucher. Ils m'ont accompagnée à pied parce que des protestataires me suivaient. Je remercie la police de m'avoir protégée.

Un député socialiste a ensuite posté une vidéo sur les réseaux et il a mis ma sécurité physique en danger. Après cet incident, j'ai reçu une avalanche de haine sur les réseaux sociaux. Comme tous les populistes, on a manipulé l'actualité et le mécontentement pour attiser la haine.

Mon geste fut un cri de frustrations cumulées. D'être accusée d'islamophobe, alors que je défends la liberté de conscience des musulmans. De mépriser les droits de l'homme, alors que j'en ai fait mon métier. De collaborer avec le gouvernement israélien, alors que j'ai manifesté contre les réformes judiciaires l'été dernier et que je continue à ouvertement critiquer son manque de stratégie de guerre. De devoir alerter à plusieurs reprises sur la montée de l'antisémitisme depuis le 7 octobre 2023, qui se déploie sous nos propres yeux. De rappeler la complexité du conflit et, entre autres, le droit d'Israël à se défendre dans une situation où des combattants se cachent parmi des civils et dans des tunnels souterrains.

Enfin, j'aimerais dire deux mots sur ce conflit au Proche-Orient. Ce conflit n'est pas une guerre entre celui qui a raison et celui qui a tort. C'est une collision entre deux récits vrais, où deux peuples sont traumatisés et ont besoin de justice.

---

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)